

Enbata

Le nucléaire
à 100 km d'Henday

Le Basques
l'ont mis
au point

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
3 janvier 2013
n° 2260
1,30 €

Palestine

François Alfonsi

L'espace politique
de RPS

2012

Les nouvelles
DÉPUTÉES
du Pays Basque

Rétrospective

Txillardeggi

Milesk

Aurore Marti
livrée
à l'Espagne

Enbata
mise de son
à Eva Joly

Législatives

BATERA

LE
H
E
N
D



Euskal Herria Bai!



2012, à graver dans les annales

2012 a rendu les armes... Année politique exceptionnelle pour Ipar Euskal Herria. Le printemps basque éclôt en octobre 2011 avec la déclaration de cessez-le-feu définitif d'ETA, a donné des bourgeons parfois inattendus au nord des Pyrénées. Le premier d'entre eux est le score des abertzale aux élections législatives, qui place le mouvement toujours plus uni au rang de troisième force politique. La restructuration autour d'Euskal Herria Bai poursuit son chemin, scellée par deux votes parfaitement clairs lors des assemblées générales d'AB et de Batasuna. Ces pas décisifs vers la réconciliation donnent des ailes aux abertzale: l'initiative Bil Gaiten s'est ainsi lancée dans la préparation active des élections municipales de 2014. Ce choix, historiquement précoce pour un mouvement habitué à mobiliser ses troupes au dernier moment, démontre le saut qualitatif effectué et les ambitions qui l'animent.

Autre jolie poussée, celle des élections présidentielles. Le Pays Basque a parlé d'une voix puissante, exprimant dans la rue et dans les urnes son rejet de la politique de Sarkozy. Son concurrent socialiste s'est alors trouvé dans une configuration inédite chez nous: en tête des résultats dès le 1^{er} tour, il l'emporte au second. Basculement d'un territoire dit conservateur, qui dans la foulée, se débarrasse de deux monuments de la droite locale: le dynaste bayonnais Grenet et la multiministre luzienne Alliot-Marie. Espoirs de changement? Si le doute a pu planer quelques mois, le gouvernement Ayrault s'est vite chargé de refroidir l'ambiance. Les propos insultants et les décisions non-assumées de son ambitieux ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, ont ramené la population au principe de réalité. De l'eau a coulé sous les ponts mais pas assez pour irriguer le gouvernement socialiste qui, une fois encore, s'apprête à rater son rendez-vous avec le Pays Basque. Pourtant, localement, tout a changé.

Le second semestre 2012 a vu fleurir en Iparralde un phénomène jamais observé auparavant. Il revêt, en résumé, le visage de cinq femmes. Celui de l'écologiste bayonnaise Bisauta, militante infatigable de la collectivité territoriale Pays Basque, pilier de Batera, qui interpelle le ministre de l'Intérieur et certains grands élus lors des états généraux du Pays Basque de septembre. Les députées socialistes Alaux et Capdevielle, auteures de la chute des deux caciques précédemment évoqués lui emboîtent le pas, se faisant les relais parlementaires du projet de collectivité. Elles sont épaulées dans leur initiative par une autre femme, la sénatrice Espagnac, audacieuse et

volontariste. Trois dames qui persistent dans leur choix, malgré les pressions gouvernementales, l'accumulation de signaux négatifs venus de Paris et l'opposition sourde des tendances les plus jacobines de leur parti. Pas d'alignement sur le gouvernement, fidélité aux engagements de campagne. Ainsi semblent-elles l'emporter, du moins provisoirement, car les élus socialistes se rallient majoritairement au document proposé par le Conseil des élus. Toutes les couleurs politiques (sauf le FN) se retrouvent unies pour porter le même projet. A souligner, la conversion peut-être opportuniste pour quelques-uns, mais sincère pour d'autres, d'une frange non négligeable de l'UMP... 2012 marque bien la fin d'une époque, celle où la pensée des responsables politiques locaux était structurée par les intérêts parisiens. Le Pays Basque existe désormais dans l'esprit de tous.

Le cinquième visage enfin, est celui d'Aurore Martin, militante de Batasuna livrée à l'Espagne par le gouvernement français. Bien malgré elle, la jeune femme a fait la Une des quotidiens au cours des deux derniers mois. Sa mésaventure a rendu possible l'une des plus belles images qu'il nous ait été donnée de voir en cinquante ans d'abertzalisme en Iparralde: UMP, Centristes, PS, Abertzale, élus municipaux et parlementaires manifestant côte à côte et tenus en respect par des forces de l'ordre ayant installé des grilles anti-émeute devant la Sous-préfecture. Tout y était résumé: un Etat sourd et lointain, des élus faisant corps avec la majorité de leurs administrés et expérimentant le traitement infligé aux revendications des abertzale. Cette mobilisation générale a porté ses fruits puisque dans les derniers jours de décembre, Aurore est libérée sous caution... Peut-être en réponse à la manifestation géante de Herrera et au forum pour la paix organisé par Bake Bidea, Lokarri et l'Université de Bayonne. Lors de ce rendez-vous, des experts de renommée internationale étaient venus faire part de leurs réflexions concernant la résolution des conflits et de leurs questionnements face aux blocages opposés par les deux États concernant le Pays Basque. Rondement menée, la journée se concluait par une déclaration de l'ensemble des élus du Pays Basque Nord qui s'engageaient, toutes tendances confondues, dans la voie du règlement définitif du conflit.

2013 sera-t-elle aussi spectaculaire? Tout aussi importante, sans nul doute, car elle sera le moment de vérité, l'année de la concrétisation ou non des espoirs nés en 2012... Soyons optimistes: urte berri on deneri eta atxik! Gurea da geroa!

Geldirik

URTE oso bat iragan da, eta Euskal Herriko bake prozesua geldirik dago oraino. Espainiako Gobernuak ez du keinu ttipiena ere egin bere aldetik. Gogor segitzen du, eta hala segitzeko xedea erakusten du aldi guziz. Presoa ere ehunka, 600 baino gehiago. Horietatik berrehunetik gora libre behar luketenak aspaldi. Iparraldean ere gauzak ez doaz nahi bezala: Frantziako Gobernuak Espainiakoarekin lerrokaturik segitzen du, hemen gehiago zabalak eskatzen duenari uko eginez.

Bilana negatiboa da, alde horretarik ikusiz. Baina politikoki, mugimendu abertzaleak ez du aspaldi hainbesteko indarra izan, eta estatuak aspaldi ez dira hain ahul agertu. Indarra ukapenean erakusten dute, horretarako gaitasuna eta boterea dituztelako. Baina mugimendu abertzaleak aspaldiko emaitza hoberenak erdietsi ditu hauteskundeetan, Hegoaldean bederen. Ipar Euskal Herrian, emaitzak biziki emeki igotzen badira ere, abertzaleen gaiak gai zentralak bihurtu dira bai ekaineko hauteskunde kanpainen, bai gizarte zibileko gaitetan. Lurrean elkargoaren gaia alderdi politikoko guzietako orde-

kariak sostengatzen dute, eta hori abertzaleen lanaren fruitu begi bistakoa da.

Indar politiko horrek lehen fruituak emaitzak ekarri ditu. Aurore Martin ez zuten aske utziko haren euroagindua betetzeak halako zalaparta eta mobilizazioa sortu ez balu. Lurrean elkargoarena gai zailagoa izanen da, baina azkenaldian erakutsi den indar biltze horren bidetik segituz, Frantziak zerbaitetan amore eman beharko du.

Iparraldean eredu gisa agertu da aurten, Euskal Herri osoari begira. Lurrean elkargoaren aldeko dinamikak eta Aurore Martinen sostengu mugimendu zabalak alde batetik, eta Aieteko konferentziaren inguruko forumak bestetik, erakutsi dute hemen indar politiko guztiak bildu direla gatazka honen konponbidearen alde. Hegoaldean oraino urrun dira, EAJk eta EHBilduk berek ere aski lan baitute elkarrekin ados jartzeko, baina bereziki PSE-EE eta PP errotik kontrako mugimenduan ari direlako.

Beharrik, haizea alde dugu, Katalunian eta Eskozian gertatzen ari denak Euskal Herriari ere mesede egingen baitio.



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Le manège palestinien

● David Lannes

PAR 138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions, la Palestine est devenue le 29 novembre 2012 Etat observateur non-membre auprès de l'ONU. Ce vote, qui permet à la Palestine d'accéder au même statut que le Vatican, a été présenté comme un succès du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Pour insister sur le caractère historique de ce vote, Abbas a insisté pour qu'il soit programmé 65 ans jour pour jour après le vote en 1947 du plan de partage de la Palestine mandataire. Ne lui en déplaise, ce succès diplomatique semble ne revêtir pour l'instant qu'une importance secondaire, et tous les regards sont plutôt braqués sur ses rivaux du Hamas. Le parti islamiste a en effet surpris par ses capacités militaires lors de l'offensive israélienne contre Gaza, et il occupe par ailleurs une position centrale dans les luttes d'influence que se livrent les différents acteurs régionaux depuis les Printemps arabes.

L'isolement grandissant d'Israël

De son côté, l'Autorité palestinienne dirigée par Abbas peine à conserver son autorité sur la Cisjordanie (elle a déjà perdu toute influence sur la bande de Gaza depuis la prise de pouvoir du Hamas en 2007). Sa corruption notoire et l'absence de toute contrepartie à sa coopération servile avec Israël l'ont irrémédiablement discréditée. La détermination de Mahmoud Abbas à porter la candidature de la Palestine à l'ONU s'explique donc en grande partie par la nécessité de consolider sa situation sur le terrain. Ces considérations mises à part, quelles seront les conséquences du nouveau statut de la Palestine ?

La première est l'isolement grandissant d'Israël puisque seuls les USA, le Canada, Panama, la République Tchèque, les îles Marshall, la Micronésie, Nauru et Palau se sont opposés à la résolution proposée par Abbas. Et lorsqu'Israël a annoncé au lendemain du vote la construction de milliers de nouveaux logements en Cisjordanie, l'indignation a été sans précédent. Même Barack Obama a parlé d'une mesure «*particulièrement dommageable*».

Le statut d'Etat observateur offre en second lieu à la Palestine la possibilité de saisir la Cour pénale internationale, par exemple sur le dossier des colonies. Pour l'instant, l'Autorité palestinienne ne semble vouloir faire qu'un usage défensif de cette nouvelle arme; selon le ministre des Affaires étrangères palestinien, «*tout dépend si Israël donne suite ou pas*» à l'annonce de nouvelles colonies évoquée plus haut.

En dehors de ces avancées indéniables, la portée du vote de l'ONU doit être relativisée. Les Palestiniens ne contrôlent aujourd'hui que 18% du territoire (contre 43% prévus par le plan de partage de 1947), et les nombreuses colonies rendent illusoire toute notion de continuité territoriale (le nombre de colons a triplé depuis la signature des accords d'Oslo en 1993). De plus, seuls les Palestiniens de Cisjordanie profiteront du nouveau statut puisque l'Autorité palestinienne ne représente pas la bande de Gaza contrôlée par le Hamas. On comprend donc que le vote de l'ONU n'ait suscité qu'un enthousiasme très mesuré en Palestine. Inversement, de nombreuses manifestations de soutien au Hamas se sont tenues jusque dans les rues de Cisjordanie où elles sont d'ordinaire durement réprimées. Au terme d'une guerre d'une semaine, le Hamas est en effet parvenu à un accord de cessez-le-feu avan-



tageux avec Israël, obtenant notamment un allègement du blocus sur Gaza. Cet allègement, l'Autorité palestinienne et la communauté internationale le réclamaient depuis des années, en vain... «*Pendant des années, nous sommes allés voir l'ONU, des organisations internationales et la Croix Rouge pour étendre de quelques mètres la zone de pêche autorisée, mais sans succès*», commente dans *The Economist* un responsable de l'Autorité palestinienne un peu désabusé; «*seule la résistance fonctionnait*» conclut-il en constatant que le Hamas a obtenu en quelques jours un doublement de cette zone de pêche.

Ce succès, le Hamas le doit à deux facteurs: ses capacités militaires qui lui permettent désormais d'atteindre Jérusalem et Tel Aviv, et le soutien de l'Egypte post-Mubarak.

Le Hamas fait le choix de la Confrérie des Frères Musulmans

Ces deux facteurs sont d'importance comparable, et cela pose un problème d'orientation stratégique au Hamas. Il lui faut en effet choisir entre l'axe Iran-Syrie-Hezbollah qui lui a permis d'acquérir ses capacités militaires, et les dollars et l'influence de l'axe sunnite Egypte-Qatar-Turquie. Ces derniers pays, avec l'appui des Etats-Unis, veulent affaiblir l'Iran en jouant la carte confessionnelle. Mais pour réduire l'axe Iran-Syrie-Hezbollah à sa seule dimension chiite, il convient de l'évincer de la scène palestinienne. Les pressions sur le Hamas pour qu'il se distancie de ses mentors historiques sont donc considérables. Et efficaces puisque Khaled Meshal, le leader du Hamas, a exprimé à plusieurs reprises sa gratitude pour l'Egypte, la Turquie et le Qatar lors de la signature du cessez-le-feu avec Israël, mais a «*oublié*» l'Iran et la Syrie.

L'évolution de la situation semble dès lors assez prévisible: la logique d'affrontement chiïtes/sunnites promue par les pétromonarchies du Golfe va s'imposer, et les pétrodollars vont inonder la Palestine en échange de l'abandon de la résistance armée du Hamas. La confrérie des Frères Musulmans se satisfait parfaitement de cette stratégie qui lui offre une stabilité régionale lui permettant de conforter son influence dans les pays arabes. Les Etats-Unis y trouvent également leur compte qui obtiennent l'affaiblissement de l'Iran et l'assurance du respect des accords de paix entre l'Egypte et Israël. Le Hamas (branche palestinienne des Frères Musulmans) a visiblement fait le choix de privilégier les objectifs régionaux de la Confrérie à sa lutte contre Israël. Il y gagnera de devenir rapidement un interlocuteur reconnu par la communauté internationale. Il y perdra son statut d'acteur principal de la résistance palestinienne au profit, en premier chef, du Jihad Islamique qui pourra certainement compter sur le soutien de Téhéran. Et le manège palestinien repartira pour un tour...

●●● mais ravi de la condamnation du magasin Castorama d'Anglet qui devra dorénavant nettoyer les tenues de travail de ses employés. Ça lui apprendra à ne pas vouloir laver son linge sale en famille.

●●● de la relative «petite» caution demandée par la justice espagnole pour la libération d'Aurore Martin, contrairement à celle exigée à Xarlo Etxezaharreta: Aurore 15.000 € / Xarlo 60.000 €. Et l'égalité des sexes alors?

●●● et réjouit de la probable non réalisation de la LGV Iparralde à cause de son coût exorbitant et de la crise financière. On avait cru comprendre: la vitesse à tout prix!

●●● pas tant que ça de la dernière sortie de Christine Boutin: «*Les homosexuels peuvent se marier, naturellement, mais il faut qu'ils se marient avec une personne d'un autre sexe*». Les hétéros risquent de se mélanger les pédales!

●●● que Cécile Duflot ait rendu visite à des familles relogées dans des pavillons vides à Bordeaux. A quand la visite aux délogés de l'aéroport de Notre Dame Des Landes?

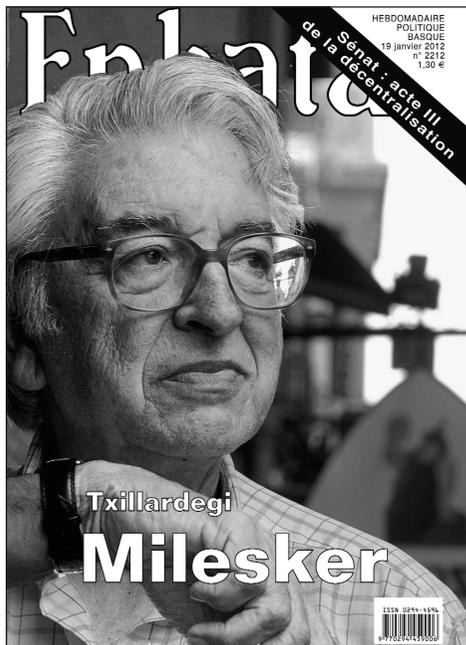
●●● et réjouit de la prédiction de Jacques Attali: «*Il y a beaucoup de perspectives qui donnent le sentiment que 2014 et 2015 seront de bonnes années*». Le voile le voilà, Attali Attila, un p'tit tour à la TV et puis s'en va.

●●● d'apprendre que le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, offre 8.000 crêpes aux militaires français en Afghanistan pour le réveillon. Les électeurs de la 6^{ème} circonscription, eux, ont offert un bon talo à MAM.

2012 à travers Enbata... 2012 à trave

Janvier

- 5. Les limites de l'OPLB, par Euskal Konfederazioa.
- 5. Solidarité des paysans basques envers un éleveur charentais.

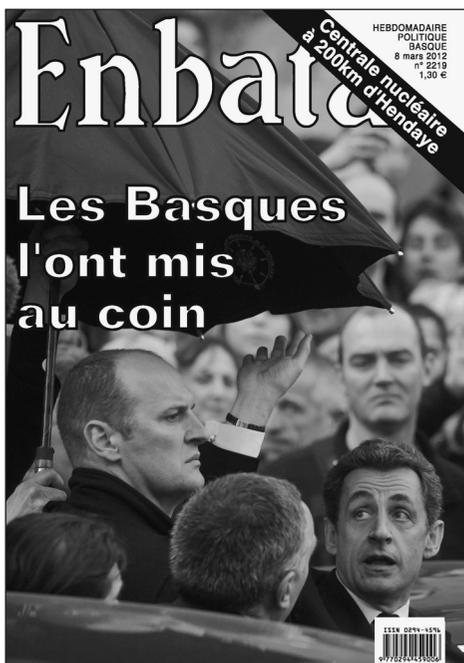


- 5. "Communautarisme", par Jean Haritschelhar.
- 7. Bilbao: raz-de-marée pro-presno, 100.000 manifestants.
- 12. 25 ans du FIPA.
- 12. Avis d'EHLG sur le PADD de l'agglomération bayonnaise et Sud Landes.
- 14. Décès de Txillardegui, acteur de la reconnaissance d'Euskal Herria.
- 14. 7^{ème} anniversaire d'EHLG.
- 19. Interview de Christine Bessonart: la subvention à EHLG encore bloquée.
- 19. Etats généraux de la démocratie territoriale: questionnaire du Sénat pour les élus.
- 19. Jasone Salaberria ikertzailea.
- 19. Lait de brebis: conflit entre les producteurs et les industriels.
- 25. Interpellation d'Ernesto Prat sur Mandat d'arrêt européen.
- 28. Décès de Christian Casteigts, blessé en 1985 par un attentat du GAL.

Février

- 2. L'Ecosse en trois dates: 1314, 1707 et... 2014? par David Lannes.
- 2. COREBA, une scop dynamique.
- 2. Critique du film "El precio de la libertad", par Ramuntxo Garbisu.
- 2. Baxo euskaraz: rassemblement de 200 lycéens, parents et enseignants.
- 8. Arrestation de Patxi Gomez Lopez au nom de la "doctrine Parot".
- 9. Claude Labat: de la Terre-mère à l'Utopie.

- 9. Lantegiak se positionne sur la LGV.
- 9. Le CDDHPB réagit au mépris du ministre à une question de Jean-Jacques Lasserre.
- 10. Découverte d'une cache d'armes d'ETA à Capbreton.
- 11. Grève de la faim de preso à la prison de Villepinte.
- 11. Journée de lutte des preso à la prison de Poitiers-Vivonne.
- 11. "Finalement, ça ne va pas si mal que ça", par Michel Berhocoirigoin.
- 11. Baltasar Garzon: la chute.
- 11. Civilisation: "Du bruit bien trop ordinaire", par Mikel Duvert.
- 11. Adieu "Pays", par Martine Bisauta.
- 11. Procès des deux auteurs de la lettre piégée adressée à Gorka Landaburu.
- 23. "Manuel Lasarte, bertsolari herrikoa" par Jean-Louis Laka.



- 23. "Tragédies" par Jakes Bortayrou.
- 24. Arrestation à Anglet d'Oier Oa Pujol.
- 25. Senpere: Manif de soutien à Naia Lacroix incarcérée le 21.

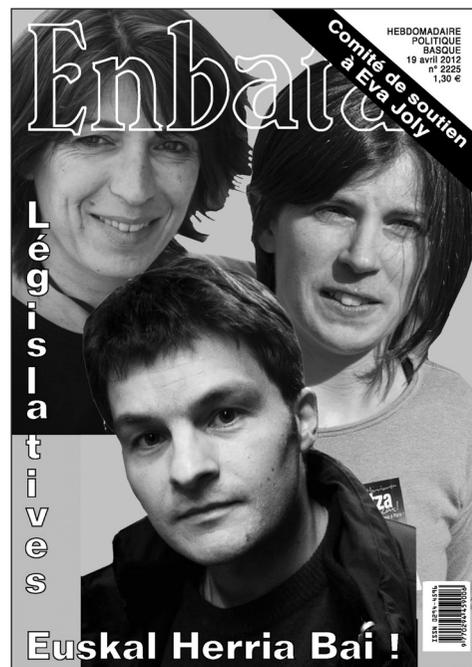
Mars

- 1^{er}. Zoe Bray, la présence basque aux Etats-Unis.
- 1^{er}. Bizi en position de vigie.
- 1^{er}. Interview d'Alberto Frias, porte-parole d'Araba sin Garoña.
- 1^{er}. Visite mouvementée de Sarkozy en Pays Basque.
- 3. Rassemblements Batera: 1.200 personnes se mobilisent.
- 7. Arrestation à Ciboure de Manu Azkarate.
- 8. Le rendez-vous du 8 mars, par Juliette Bergouian.

- 11. Baiona: chaîne humaine contre le nucléaire à l'appel de Bizi.
- 12. Décès du Bidartar Jean Espilondo.
- 14. Engagement pour un travail en commun de la gauche abertzale.
- 15. "Une période historique?" par Michel Berhocoirigoin.
- 15. "Joseph Abeberry, un élu basque et résistant", par Mikel Dalbret.
- 15. Présidentielles: interview de Michel Veunac (Modem).
- 15. Colère à Lur Berri.
- 16. Libération d'Intza Oxandabarats.
- 22. L'euskara en hausse dans la Communauté autonome basque.
- 22. Présidentielles: interview de Monique de Marco (EELV).
- 24. Hasparren: 800 manifestants pour la libération de Peio Olçomendy et Mattin Hirigoyen.
- 28. Procès Bateragunea: le Tribunal suprême espagnol examine le recours.
- 29. Autorisation donnée à Filipe Bidart de résider à Baigorri. Le parquet fait appel.
- 29. "Des logements pour qui?", par Jean-Marie Etxart.
- 29. Présidentielles: interview de Max Brisson (UMP).
- 29. Désignation des candidats EH Bai.
- 29. "Le syndrome de Peter Pan", par Jean-Marc Abadie.
- 30. Presoekin elkartasunez.
- 31. Officialisation des langues minorisées: 7.000 à Baiona pour Deiadar, 30.000 à Toulouse, 10.000 à Quimper, 5.000 à Perpignan.

Avril

- 5. Le Conseil de développement vote pour la Collectivité territoriale.



Iparralde : les stratégies gagnantes



Les 23 et 24 janvier 2013, le syndicat ELA tiendra son 13^{ème} congrès à Bilbao. Le syndicat majoritaire en Pays Basque Sud est également présent en Iparralde depuis maintenant plus de 8 ans par le biais de la Fondation Manu Robles-Arangiz. Les réflexions, bilans et perspectives concernant Iparralde nourrissent ainsi également le processus de débat précédant ce congrès. Nous publions ici -et dans le prochain numéro d'Alda- des extraits de ces apports à la réflexion et à la ligne générale d'ELA.

Cela fait plus d'une quinzaine d'années qu'une méthode de travail se dessine de plus en plus précisément en Iparralde, et qu'elle prouve chaque fois d'avantage son efficacité.

On peut en lister les principaux ingrédients comme suitent : travail de masse autour d'objectifs clairs, précis, compréhensibles par le plus grand nombre et paraissant atteignables avec le rapport de forces et le niveau de conscience du moment ; stratégie d'accumulation de forces et de confrontation démocratique entièrement non-violente ; ne déviant pas dans le temps (sur des cycles de lutte dépassant souvent la décennie selon les champs d'action) ; n'ayant pas peur des références à la désobéissance civile voire la mettant en pratique de manière ponctuelle (lutte anti-LGV ou contre la 2X2 voies, consultations municipales ou barrages routiers de Batera) ou structurelle (EHLG) ; mettant en place des systèmes d'alliances très différents selon les diverses batailles et objectifs (...) ; alliant dans la plupart des cas une forte dimension identitaire, de défense du territoire basque et un certain projet de société plus progressiste, écologique et solidaire (...)

Stratégie gagnante

Cette méthode de travail arrache des victoires concrètes (là où souvent beaucoup d'observateurs pensaient la bataille perdue d'avance : projet de 2X2 voies transnavarraise, procès intentés par l'Etat à EHLG dans le but de l'interdire...) et permet d'envisager de futurs succès (sur le terrain de la LGV notamment) malgré les enjeux énormes en présence.

Mais au delà de cela, elle contribue à faire bouger très fortement les lignes, avancer le niveau de conscience global de la société d'Iparralde, à tous les niveaux. (...)

C'est sur la question institutionnelle que le cheminement est aujourd'hui le plus évident, et vient non seulement valider la voie en question, mais démontre qu'elle est la seule à être praticable.

Jamais le débat sur l'existence institutionnelle d'Iparralde n'aura été aussi loin.

Le Conseil de Développement qui refusait ne serait ce que d'aborder la question il y a quelques années s'en est finalement emparé à bras le corps et a finalement approuvé à la quasi-unanimité la revendication d'une Collectivité Territoriale spécifique pour Iparralde.

Le Conseil des élus du Pays Basque a débattu le 6 septembre 2012 du même sujet dans un contexte très inhabituel : pour la première fois de l'Histoire récente d'Iparralde, les 3 députés se déclarent favorables à une telle collectivité territoriale spécifique, et celle qui était ministre de la justice à l'époque du procès contre EHLG, Michèle Alliot-Marie, opposante la plus résolue à l'institutionnalisation du Pays Basque nord, a mordu la poussière aux dernières législatives.

Euskal Herriko Laborantza Ganbara a remporté une double victoire lors de ces dernières années : en remportant les procès que lui a intentés l'Etat dans le but de la faire disparaître, elle a porté un coup sévère à la légitimité et à la crédibilité de ce dernier dans la bataille institutionnelle.

Dans cette immense bataille politique, juridique, médiatique et populaire qui a pris les élus, les différents acteurs sociaux et la population à témoin ; ce que l'Etat affirmait être illégal et impossible ne l'était pas, ce que le camp Batera affirmait être légitime et possible l'était effectivement.

Cela a permis à EHLG de poursuivre son travail concret et quotidien au service d'un autre modèle d'agriculture, plus équitable et plus soutenable.

Jour après jour, EHLG crédibilise le concept d'institution spécifique à Iparralde et révèle tout son potentiel.

Paysans, consommateurs, population, élus, peuvent désormais comparer avec le travail passé et présent de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Atlantiques et en tirer leurs propres leçons. (...)

Cette seconde victoire d'EHLG se prolonge dans le temps et pèse dans la montée des prises de conscience.

Elle souligne également que les meilleurs arguments en faveur d'une institution spécifiques sont ceux qui peuvent démontrer à la population en quoi les politiques concrètes qu'elle permettra d'exercer peuvent réellement changer son quotidien et répondre au mieux à ses besoins réels.



"EHLGren borrokak argi utzi du Estatuarentzat ilegala eta ezinezkoa zena baina Baterarentzat zilegizkoa eta posiblea, zinez posible zela eta gauzatu dela!"

Un contexte plus favorable que jamais

En cette fin d'année 2012, jamais autant de conditions favorables n'auront été réunies pour obtenir l'institution spécifique revendiquée depuis si longtemps par Iparralde. L'acte III de la décentralisation annoncé par le nouveau gouvernement est l'occasion idéale pour faire entendre la voix unie d'un Pays Basque nord ayant pu définir les compétences minimales de la Collectivité Territoriale spécifique souhaitée. (...)

Les abertzale, ayant toujours joué un rôle moteur dans cette histoire, parlent également d'une même voix sur cette affaire. (...) La lutte armée s'est définitivement tue au Pays Basque sud, enlevant un prétexte et un arguments aux partisans de l'immobilisme et créant un nouveau climat politique y compris en Pays Basque nord. Le débat a muri dans la plupart des instances et secteurs d'Iparralde, beaucoup de leaders d'opinion ont évolué dans le bon sens. Une longue expérience de travail en commun, d'élaboration collective s'est accumulée, au sein du Conseil de Développement, du Conseil des élus du Pays Basque, de l'EPFL ou de l'OPLB.

Bref, la situation est incomparablement plus mûre qu'elle ne l'était en 1981.

Il ne manque plus que de connaître l'attitude du nouveau pouvoir. (...)

La création d'une Collectivité territoriale spécifique créait évidemment une situation tout à fait nouvelle pour le Pays Basque nord. Mais sa non-crédation dans un tel contexte serait elle également lourde de sens. La porte serait fermée pour longtemps et les partisans de l'existence institutionnelle d'Iparralde devront en tenir compte au moment de définir comment continuer leur combat. Car ce combat devra alors continuer, mais certainement d'une manière très différente et sur des bases beaucoup plus solides, du fait de l'avancée importante de la prise de conscience, du renforcement de la capacité de rassemblement et d'élaboration collective. Là encore, Euskal Herriko Laborantza Ganbara sera là pour servir d'expérimentation concrète permettant d'imaginer les voies possibles (tout comme l'expérience d'Udalbiltza pendant le processus de Lizarra-Garazi d'ailleurs). (...)

Prochain numéro d'Alda! :
Un demi-siècle d'abertzaleisme organisé en Iparralde / Préparer l'avenir



Samedi 29 septembre 2012 les états généraux de Batera disent oui à une collectivité territoriale spécifique pour le Pays basque

Conférence **"On lâche rien !"**
ELA, un syndicalisme atypique en Europe
le jeudi 17 janvier 2013 à 19h00
à la Fondation MRA,
20, rue des Cordeliers, Bayonne.
"Ariznavarra, la plus longue grève d'Europe... et la victoire au bout!"

Urtso xuria errazu, nora joaten ziren zu?

Samatsa

Aro berria...

Zonbat aldiz entzun dira hitz horiek Euskal Herrian.

2012ko urtearen bilana eta 2013ko urtearen proiektzioa egiteko denboran alta, bi hitz hauek erabiltzeko nahia edo ilusioa etortzen da.

2011an ETAK iragarri zuelarik bere ekintza armatuak utziko zituela, aber-tzaleen artean izan ziren dudak eta zalantzak.

Pasa den urteak uzkurrenak konben-tzitu ditu eta izpiritu berri edo aspaldian ezagutu ez ginuena piztu da berriz Eus-kal Herrian.

Hauteskunde politiko batzuen emaitza onak edo karrketan iragan diren ez ohiz-ko manifestaldiak ez dira bakarrik hor-ma-mendiaren alde ikusgarrienak, azpian, hots gizartean, hautsi ziren esperantzak eta konketuagoki errait-eko lotura sakonagoak berriz martxan dira toki guzietan.

Labur biltzeko, Pablo Picassok «*Gerni-ka*» margotu zuena eta baita ere 1949. urtean asmatu zuen bakearen urtsoa hegaldatu da Euskal Herritik eta aurten munduko itzuli bat abiatu du.

Gure ama lurraren toki anitzetan pasa-tu da bakearen haziak lau haizetara hedatuz.

Kolonbian, Quebec herrian, Eskozian, bukatua oraindik ez den arabiar prima-dera eta abar...

Japonian ere, estado zentralistak sekula bere historian ezagutu zuen ainu populua hasten da ere bere dretxo kul-turalak zaintzen eta garatzen.

Munduko itzulia egin eta gero, behar zen pausatu berriz bainan bakea egite-ko hiru izan behar gira gure Euskal Herrian, mementoan, urtsoa bakarrik gelditzen da, beste ehunka euskal herri-tarrekin konpartitzen duen helburu bakar bat atxikiz buruan, itzuli herrira...

LES JOHNSON

Famille Nord-Américaine "Zero Déchet"



Zero Déchet

Les Johnson : un couple, deux enfants et zéro déchet depuis trois ans

Béa Johnson et sa famille sont connus Outre Atlantique pour un défi qu'ils relèvent depuis trois ans : vivre sans générer de déchets.

Un quotidien sans déchet

Les Johnson ont commencé petit à petit à s'informer et à se documenter sur l'écologie, le désencombrement, la sobriété heureuse. Aujourd'hui, ils ne génèrent que quelques poignées de détritiques par an.

Au quotidien, ils revoient leurs habitudes, scrutant chaque détail, évaluant chaque besoin, raisonnant chaque envie.

Pour faire les courses, Béa s'approvisionne dans des magasins où il est possible d'acheter les produits en vrac (grains, céréales, farines, quelques goûters). Elle a confectionné des sacs en tissu sur lesquels elle a inscrit le poids du sac : lors du passage en caisse, il suffit alors de peser et de déduire le poids du contenant. Elle utilise aussi des bocaux en verre de un litre dans lesquels elle met du fromage, de la viande, du poisson, de la charcuterie, et réserve le dernier pour les envies du moment (olives, miel ou huile). Depuis, sa cuisine est remplie de bocaux en verre dans lesquels sont entreposées les denrées alimentaires.

Les cosmétiques font partie, avec les médicaments et le nécessaire de bricolage, des éléments les plus difficiles à gérer sans déchets : tout est sur-emballés, alors il faut ruser.

Dans la salle de bain, le plus dur fut de supprimer la poubelle. Béa a remplacé les cotons par des lingettes lavables. Elle produit elle-même les cosmétiques et produits d'hygiène, et n'utilise plus qu'un produit de beauté issu du commerce : une crème de protection solaire. Pour les joues, un peu de chocolat en poudre suffit; pour les lèvres, elle fabrique son propre baume à base de cire d'abeille et d'huile de sésame, "qui ne sent pas et concentre beaucoup de vitamine E". Naturellement, shampoing, démêlant et savon sont achetés en vrac.

La moitié de l'ameublement est issue de récup', le reste a été acheté neuf et de qualité, pour durer.

"Nous avons une télévision pour regarder des films, les photos et écouter la radio. Il n'y a pas de console, mais un ordinateur. Les enfants, Max et Léo, trouvent ça mieux de vivre avec moins: c'est moins dur à nettoyer et ranger. Ils ont progressivement réduit les jouets, et cela est devenu naturel pour eux".

Ils louent beaucoup de films et de livres à la bibliothèque.

Refuser avant tout

Aussi Béa insiste-t-elle en permanence sur le besoin de refuser et réduire un maximum de superflu à la source.

Sa devise est d'ailleurs la suivante: "refuse, reduce, reuse, recycle, rot" (refuser, réduire, réutiliser, recycler, composter).

Le recyclage n'est pas LA solution pour elle, ni même le principe d'éco-conception d'un produit "qui finira encore trop souvent en déchetterie". Par son choix de vie, elle souhaite montrer à quel point il est facile de désencombrer et vivre pleinement.

Avec le temps, elle a prouvé à ses proches que ce mode de vie permettait de réaliser des économies : un tiers des dépenses pour la nourriture ont été réduites.

"Les gens se disent qu'ils n'ont pas le temps et se disent que cela va coûter trop cher. Bien sûr, il faut être organisé pour y arriver. Mais après, cela prend moins de temps : on réfléchit en deux fois avant d'acheter, cela réduit les dépenses et le temps investis dans le superflu", résume-t-elle.

Reconversion écologique et sociale (1/2)

Le consensus scientifique sur les limites physiques de notre planète devrait faire prendre conscience qu'il est désormais interdit de fonder un projet de long terme sur la croissance du PIB.

Ce nouvel élément devrait amener de larges pans de l'opinion à accepter, voire à désirer une reconversion écologique de notre économie.

Mais il n'en est rien, l'abandon du dogme de la croissance inquiète partout, y compris à gauche : crainte mêlée de "retour en arrière", de pénuries et de chômage.

Imaginer la reconversion au quotidien

Comment associer contrainte écologique, objectifs sociaux et cohérence économique pour un développement durable ?

Imaginer la reconversion, c'est essayer de commencer à décrire concrètement ce que peut vouloir dire, pour notre vie de tous les jours, la reconversion écologique.

Le mouvement des villes en transition s'inscrit dans cette perspective. Né en Angleterre depuis un peu plus de cinq ans, ce mouvement mobilise les citoyen-nes



à l'échelon local sur la perspective de l'après-pétrole : il s'agit d'imaginer et d'entreprendre concrètement la transition vers une société sans hydro-carbures.

Cette société se caractérisera par moins de gaspillage, plus d'efficacité énergétique et plus de maîtrise des citoyen-nes sur la production.

Les paramètres économiques de cette reconversion seront une probable baisse de l'indicateur contestable qu'est le PIB accompagnée d'une baisse de la productivité, d'un fort retour de la valeur d'usage et de la nécessité de reconverter des pans entiers de l'économie.

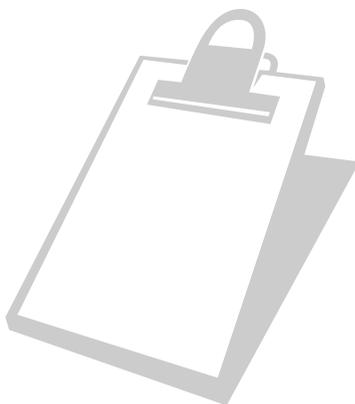
Compte tenu de ces paramètres, la viabilité du capitalisme ne peut qu'être questionnée.

Du point de vue social, la prise en compte de l'écologie dans l'économie aura pour effet une augmentation globale du volume de travail que peut toutefois contrebalancer une diminution des productions inutiles.

Quoiqu'il en soit, elle impliquera des créations d'emplois dans certains secteurs et des suppressions dans d'autres, et porte la menace de drames sociaux graves dans le contexte de chômage de masse dans lequel nous vivons actuellement. (...)



Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Urtarrilaren 17a ostegunarekin

19:00tan Baionan

(Manu Robles-Arangiz Fundazioan,
20 Cordeliers karrikan)

"Ezina ekinez egina"
hitzaldi publikoa

Europako greba luzeenaz solasaldia.

Gasteizeko **Ariznavarrako grebalariekin**

(2010ean 91 emaztek abantxu 3 urte iraun duen greba irabazi dute),

Amaia Muñoa eta **Joseba Villareal, ELA sindikatuko arduradunekin**

Europar ezohizko sindikalismo baten aurkezpena

Grebalaria ohiekin afari bat izanen da ondotik

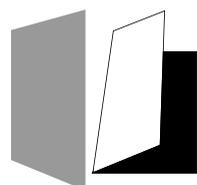
Sartzea urrik, izena emaita aholkatua da



Izen emaita baitezpadakoa 11.-ko afariarentzat :

ipar@mrafundazioa.org / 05 59 25 65 52

"**Borrotatzen balin bazira, galtzen ahal duzu... ez balin bazira borrotatzen, jadanik galdu duzu !**" Ariznavarrako grebalariekin lema



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua

20, Cordeliers karrika

64100 BAIONA

+ 33 (0)5 59 59 33 23

www.mrafundazioa.org

Zuzendaria

Dani Gomez

Ipar Euskal Herriko arduraduna

Txetx Etcheverry

Alda!ren koordinatzailea

Xabier Harlouchet

ers Enbata... 2012 à travers Enbata...

5. "Répétition générale", par Peio Etcheverry-Ainchart.
5. Présidentielles, interview de Chantal Renou (FN).

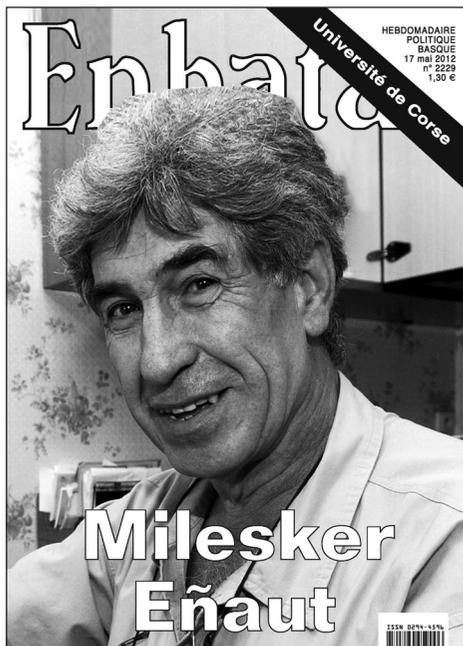


5. "La longue marche" de l'euskara, par Jean Haritschelhar.
7. Ekitaldi à Donazarre par les partis de la gauche abertzale.
8. Aberri Eguna à Iruñea à l'appel d'Independantistak.
12. Aralar en crise.
19. "Le PNV a beaucoup changé".
19. "Capacité d'initiative de notre petit territoire", par Pantxoa Bimboire.
19. Le programme d'EH Bai pour les législatives.
19. Comité de soutien Pays Basque en faveur d'Eva Joly.
19. "Les débats et batailles à venir", par Jakes Bortayrou.
26. 75^{ème} anniversaire du bombardement de Gernika.
26. 1992-2012: de Batera à Euskal Herria Zuzenean.
29. Baigorri: Nafarroaren Eguna.

Mai

2. Livre-hommage à Manex Goyhenetche édité par Eusko Ikaskuntza.
3. "La conquête de la Navarre", par Antton Curutcharry.
3. Appel à voter François Hollande.
6. Majorité Hollande en Pays Basque.
6. "Le changement en agriculture aussi!" par Michel Berhocoirigoin.
6. "La pêche en Iparralde", interview de Mikel Epalza.
6. "Ouvrir les portes", par Jean-Louis Davant.
14. Grève de la faim de Naia Lacroix.

17. Décès d'Eñaut Larralde.
17. L'Université de Corse, par Bernard Cause.
17. Procès Bateragunea: condamnations confirmées.
17. Foule et beau temps pour Herri Urrats.
24. Anita Lopepe et Xabi Duhalde, candidats EH Bai dans la 4^{ème}.
24. Baionan kantuz: 15 ans de partage.
24. Les inculpés de l'entratrage de Yolanda Barcina écrivent à Hollande.
30. Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, réclame depuis Madrid "la dissolution complète" d'ETA.
31. Laurence Hardouin et Peio Menta, candidats EH Bai dans la 5^{ème}.
31. Lettre ouverte de Maritxu Castillan, présidente de BLE, aux candidats.



31. La Cour d'appel de Paris confirme l'autorisation de résidence à Baigorri pour Filipe Bidart.
31. La famille de Jon Anza reçue par la juge d'instruction.

Juin

2. Le Collectif des prisonniers politiques basques rejette les propositions de Madrid.
7. Peio Etcheverry-Ainchart et Marie Christine Elizondo, candidats EH Bai de la 6^{ème}.
7. LGV: le point.
10. 1^{er} tour des législatives: Grenet, Lassalle, Alliot-Marie en difficulté, bon score d'EH Bai.
10. Résultat historique en Corse, ballottage favorable pour l'UDB Paul Molac en Bretagne.
10. L'église donne l'image d'un conserva-

- tisme pétrifié: interview de Mikel Duvert.
11. Auto-dissolution d'Astakasuna.
16. Auto-dissolution de Segi.
17. Sylviane Alaux, Colette Capdevielle, nouvelles députées du Pays Basque.
17. Politique linguistique en Iparralde, par Battittu Coyos.
20. Sortu légalisé.
20. Les statuts de Sortu.
20. Eihartzea rénové.

Juillet

- 1^{er}. Dernier jour à Helette du festival EHZ, en baisse.
4. Arrestation à Esquiule de Juan Mari Mugica Dorronsoro.
9. Communiqué d'ETA.
10. La Cour de Strasbourg condamne l'Espagne pour l'application à Ines Del Rio de la "doctrine Parot".
13. Libération de Peio Irigoien, reçu à Briscous.
14. Arrestation à Edimbourg de Beñat Atorasagasti.
29. Pastorale "Jose Mendiague" à Roquiague.

Août

6. Arrestation à Hendaye d'Iñaki Imaz.
9. Publication dans Enbata sur la 5^e enquête sociolinguistique en Iparralde.
21. Annonce par le Lehendakari Patxi Lopez d'élections anticipées en Euskadi.
21-23. Université d'été à Biarritz de la fédération des peuples RPS.
27. Arrestation à Urrugne d'Alberto Villanueva.
30-31. Université d'été d'AB.



2012 à travers Enbata...

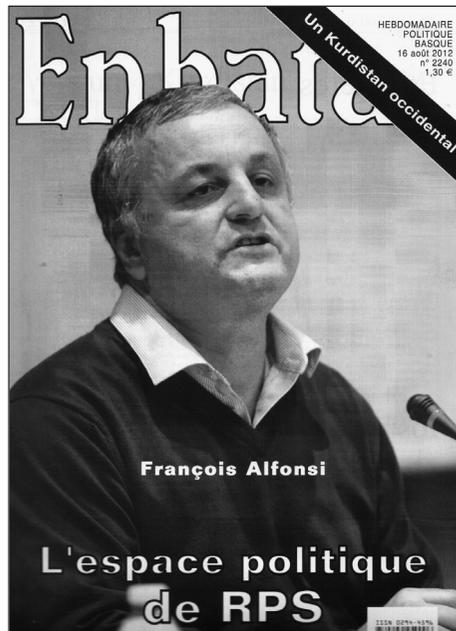
☞ (Suite de la page 9)

Septembre

- 6. Le Conseil des élus pour une Collectivité territoriale à statut particulier. Mini-dissidence socialiste rectifiée le 14.
- 11. "Diada" historique à Barcelone, pour l'indépendance.
- 12. Libération de Donostia du preso malade losu Uribebeberria.
- 22. Consultation anti-LGV réussie dans plusieurs communes du trajet.
- 27. Communiqué d'ETA.
- 29. Etats Généraux de Batera: pour la collectivité nouvelle.

Octobre

- 1^{er}. Nouvelle approbation par le Conseil des élus de la Collectivité, et maintien des délégués pour la visite à la ministre.
- 4-6. Etats Généraux des territoires au Sénat.
- 10. Création de Bake Bidea, pour la paix.
- 11. Examen par les juges de l'Audiencia nacional des dossiers de preso en longue peine.



- 11. Réception à Paris de la délégation basque par la ministre Lebranchu.
- 12. Projection à Biarritz de "Sur les pas de Jakes", film de Ramuntxo Garbisu sur Jakes Abeberria.
- 15. Signature à Edimbourg de l'accord sur le référendum d'autodétermination de l'Ecosse.
- 16. La Cour de Strasbourg condamne l'Espagne à verser des indemnités au directeur d'Egin, torturé après son arrestation en 2002.
- 19. Arrestation à Irun sur MAE français d'Iñaki Perez Aranburu.
- 19-21. Salon agricole Lurrama à Biarritz.
- 21. Succès électoral abertzale PNV-BILDU aux élections en Euskadi.
- 21. Mort de notre collaborateur "Ttanzo".
- 22. Arrestation dans Le Puy de Dôme de Saul Curto Lopez.



- 23. Interpellation de 11 militants Bizil à Pau pour une action contre la LGV.
- 23. Retour à la maison du preso malade Josu Uribebeberria.
- 26. Arrestations à Mâcon de Izaskun Lesaka et Joseba Iturbide.
- 27. Grosse manifestation anti-LGV à Bayonne.
- 28. Déclaration anti-Collectivité basque du ministre Valls.
- 30. Refus par la Cour de Pau du MAE contre Alberto Villanueva.
- 31. Mort de Yann Trelu.

Novembre

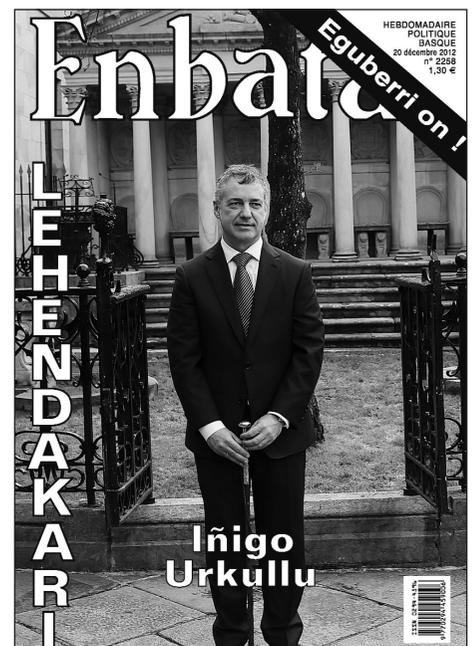
- 1^{er}. Arrestation à Mauléon et extradition vers l'Espagne d'Aurore Martin.



- 10. Assemblée générale d'Abertzaleen Bata-suna (AB).
- 10. Grosse manifestation pro-preso à Bayonne.
- 12. Libération de Jean-Marie Saint-Pée, reçu le 17 à Eiheralarre.
- 12. Début du procès d'appel à Paris de Mikel Albizu "Antza" et Marisol Iparagirre "Anboto". Confirmation le 20 des 20 ans de réclusion.
- 15. Remise à l'Espagne d'Iñaki Imaz.
- 16. Arrestation en Angleterre de Raul Fuentes.
- 24. Communiqué d'ETA.
- 24. Assemblée générale du Conseil des élus, déterminé sur la Collectivité spécifique.
- 25. Election en Catalogne: majorité pour l'indépendance, malgré CiU en baisse.
- 27. La LDH mobilise à Paris des personnalités pour Aurore Martin.
- 30. Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques unanime pour le soutien à Aurore Martin.

Décembre

- 9. Début d'incendie d'une maison à Helette: "EH ez da salgai".



- 10. L'Union européenne, Prix Nobel de la Paix.
- 15. Grand succès à Bayonne du Forum pour la Paix.
- 18. Accord CiU-ERC pour gouverner et consulter la Catalogne sur son avenir institutionnel.
- 19. Inculpation pour apologie de terrorisme du directeur de Gara et six de ses lecteurs.
- 21. Libération d'Aurore Martin, reçue à Garazi.
- 27. Enbata publie le "Pacte pour la llibertat" conclu entre CiU et ERC.
- 31. Fermeture de la centrale nucléaire de Garaña.



Aurore Martin

A la hauteur de la solidarité financière ayant permis de réunir en un temps record les 15.000 euros de la caution, les réactions ont été tout aussi vastes. En voici quelques unes...

François Alfonsi (RPS) et José Bové (EELV), eurodéputés. Noël Mamère, député. David Grosclaude et Alice Leiciagueçahar, conseillers régionaux, saluent le retour d'Aurore Martin, libérée par Madrid.

Si la militante basque va pouvoir rentrer très bientôt près des siens, nous regrettons que sa libération ne soit pas accompagnée de l'abandon des poursuites à son encontre. Nous resterons très vigilants quant à l'avancée de la procédure.

Nous demandons à l'Europe de réformer le Mandat d'Arrêt Européen, afin que les militants soient protégés des dérives arbitraires nivelant les droits des citoyens européens par le bas.

Plus de 600 militants politiques pour la cause basque sont encore aujourd'hui incarcérés loin du Pays Basque, en France et en Espagne, dans des conditions de détention difficiles, avec pour certains, un état de santé très précaire. Pour l'avancée du processus de paix, il est important que cette question de droit de l'homme soit abordée globalement par les autorités françaises et espagnoles.

Nous restons mobilisés, avec de nombreuses autres organisations, pour la construction et la consolidation du processus de paix au Pays Basque.

Europe Ecologie-Les Verts

Le mouvement Bake Bidea tient à remercier la mobilisation et le soutien de toutes les personnes grâce à qui la caution d'Aurore a pu être financée. La collecte de dons organisée par Batasuna et soutenue par Bake Bidea, a grâce aux dons populaires, permis qu'Aurore obtienne sa libération.

Merci à tous.

Bake Bidea

Aurore Martin, militante de Batasuna, va être libérée, dès que les 15.000 euros de caution seront réunis. Sa libération est pour nous une très heureuse nouvelle, mais nous dénonçons cette caution qui s'apparente à une rançon de la part de l'Etat espagnol. Nous voulons remercier toutes les personnes qui se sont mobilisées pour dénoncer l'arrestation et l'incarcération d'Aurore. Nous voulons remercier toutes les organisations qui ont travaillé à nos côtés. Il ne fait aucun doute que si la mobilisation n'avait pas été aussi grande Aurore aurait encore eu à subir de long mois dans les prisons espagnoles. Aurore a été arrêté par la police française et incarcérée pour son engagement politique. Aurore sort mais il reste encore 600 prisonniers politiques basques éparpillés au 4 coins des prisons françaises et espagnoles. (...)

F. Hollande est devant une occasion historique

de résoudre le conflit en Pays Basque, nous espérons qu'il la saisira, et rompra avec la gestion sarkozyste de la situation qui a été la sienne jusqu'à aujourd'hui.

Batasuna

Le NPA Pays Basque ne peut que se réjouir de la libération conditionnelle d'Aurore Martin, mais s'indigne du fait que celle-ci soit assortie du paiement d'une caution de 15.000 euros. C'est la mobilisation continue et sans faille des habitantes et habitants du Pays Basque, des militant(e)s de la gauche abertzale et des autres organisations investies dans Bake Bidea qui a rendu cette libération possible. Rendez-vous le 12 janvier à Bilbao pour la manifestation en faveur des droits des presos.

NPA Pays Basque



Aurore Martin

Corse

La décision du Conseil Constitutionnel français de censurer la prorogation de l'Arrêté Miot récemment approuvée par le vote de la loi de finances pour 2013, semble être la dernière estocade portée à la Corse et aux Corses, ponctuant une politique systématique de décorsisation dans tous les aspects de la vie économique, sociale, culturelle, linguistique, patrimoniale et humaine, sonnante la disparition d'un peuple et de ses droits imprescriptibles et inaliénables sur sa terre, l'île de Corse. Elle plonge dans le désarroi des milliers de familles corses déjà touchées par une situation économique et sociale préoccupante va accélérer la spoliation du patrimoine foncier et immobilier corse au profit de nantis venus d'ailleurs. Contrairement à certaines assertions, au-delà de «nantis corses» très minoritaires, qui trouveront toujours à s'en tirer quels que soient les impôts à payer, c'est la masse des petits propriétaires du rural et des familles dans l'indivis qui seront contraintes de vendre leurs maigres biens, terres et maisons familiales. Nombre de Corses se battent pour pouvoir garder des biens souvent en ruines que leurs parents décédés leur ont laissés. Ils se battent plus par valeur sentimentale (valeur culturelle inestimable pour les Corses) que pour la valeur financière de ces biens (souvent le montant de la succession à régler sera plus élevé que celui d'une éventuelle vente..) et ce pour honorer la mémoire de leurs anciens et de leurs sacrifices pour les acquérir. Avec les mécanismes de spéculation

immobilière entraînant une augmentation vertigineuse des prix du foncier, cette décision «politique» marque la poursuite d'une politique méticuleuse de dépossession du peuple corse, surtout dans l'intérieur, après l'accaparement du littoral, où les enjeux financiers sont autrement importants..

Face à cette attaque frontale contre le peuple corse et ses droits historiques, au-delà de la réaction à attendre de l'Assemblée de Corse, la mobilisation la plus large doit s'organiser autour d'un comité (coordination pour un statut fiscal...) regroupant toutes les forces politiques, syndicales, associatives et socio-professionnelles refusant une telle sentence de mort à l'encontre de notre patrimoine ancestral. Si le gouvernement et le Parlement sont à gauche, le Conseil Constitutionnel lui est de droite, c'est donc, en la matière, la politique fiscale de l'Etat pour l'île qui doit être refusée par les Corses, de droite ou de gauche. Cette mobilisation doit aussi s'organiser dans chaque commune de Corse (comités villageois ou locaux) et après une large campagne de sensibilisation et d'information (réunions partout) déboucher sur une grande mobilisation en point d'orgue avant le vote sur la loi rectificative en demandant aux parlementaires corses de déposer une nouvelle proposition de loi pour le maintien de cet arrêté Miot.

Poggioli Pierre,
29 décembre 2012



2012

● Jean Haritschelhar

Sil je dois définir l'année 2012 je le ferai de la manière suivante: 2012, année du Pays-Basque à la une. Certes, je ne dirai pas que le Pays-Basque à l'instar d'un certain préfet, n'existe pas. Il existe bel et bien pour tous ceux qui y passent leurs vacances, gens venus du Nord de la Loire; il parvenait à être à la une des journaux ou des radios et télévisions à l'occasion des attentats d' "Iparretarrak" ou de ceux d'ETA, bref, quand il était représenté à l'extérieur comme le pays du terrorisme. "Iparretarrak" s'est tu, ETA a abandonné les attentats et, plus convaincant encore, la collecte de l'impôt révolutionnaire. La paix est revenue de fait, même si elle n'est pas encore gagnée.

2012: la une en trois étapes:

1 - Au tout début des "ides de Mars" le président Sarkozy rend visite au Pays-Basque. Cette journée du 1^{er} mars est celle des "couacs" —onomatopée très à la mode actuellement— répétés. Accompagné des huées des "abertzale" aussi bien à Ixassou qu'à Bayonne, il ne pourra s'empêcher, au cours d'une conférence de presse, de s'en prendre à ce qu'il considère la collusion entre les élus PS et des "voyous terroristes". Le spectre d'Iparretarrak et d'ETA hante encore l'esprit du président sortant et à nouveau candidat. Il ne s'en remettra pas. Bayonne et le Pays-Basque sont à la une.

2 - Cela fait une vingtaine d'années que le Pays-Basque réfléchit sur son destin.

Petit à petit, apparaissent des institutions nouvelles grâce à la notion de "pays", telles que l'Office public de la langue basque, ou des instances consensuelles qui sont le Conseil de développement ou le Conseil des élus, porteurs de propositions nouvelles, en particulier la création d'une collectivité territoriale spécifique pour le Pays-Basque. Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, depuis Madrid, (c'est tout un symbole) déclare "qu'il n'y aura pas de Pays Basque français dans la prochaine loi de décentralisation". En Pays-Basque (français, de France, ou encore du Nord à chacun de choisir le terme qui lui convient) en Iparralde, donc, on crie au scandale, depuis des élus socialistes jusque, y compris des représentants de l'UMP ou du Modem. Cela me rappelle le Gaston Defferre, de sinistre mémoire pour moi qui ai assisté au ministère de l'Intérieur, place Beauvau, à l'enterrement du "département Pays-Basque" promis par le candidat Mitterrand qui, quelque temps plus tard, déclarait à Bayonne "qu'il ne laisserait pas déchirer le tissu de la France", sans doute par des "voyous terroristes"?

3 - Aurore Martin: un mandat d'arrêt européen (MAE) décerné contre elle a été accepté par la justice française et mis en exécution le 21 juin 2011, mais empêché par une mobilisation populaire. Le 1^{er} novembre dernier elle était arrêtée et mise aussitôt, le jour même, à la disposition de la Guardia Civil. De nombreuses questions

“

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, depuis Madrid, (c'est tout un symbole) déclare "qu'il n'y aura pas de Pays Basque français dans la prochaine loi de décentralisation."

se posent: en premier sur le MAE, sa valeur, son utilisation pour ce que l'on peut appeler un "délit d'opinion" et non point une complicité avec le terrorisme; en second avec le comportement de la justice française et la diligence mise à faire la "livraison" dans les délais les plus brefs. Mais le Pays-Basque existe: il manifeste son indignation d'une manière unanime car ce sont surtout les droits de la personne qui ont été bafoués en l'occurrence.

Le vendredi 21 décembre est annoncée la libération conditionnelle (15.000 euros de caution) d'Aurore Martin. En quelques heures la somme est réunie et remise. Le samedi 22 Aurore Martin est libérée, elle passera les fêtes de Noël et du Nouvel an en famille.

2012 est marquée par le "tonitruant" qui s'exile et par Aurore Martin que la justice française exile. Par bonheur, elle est de retour 52 jours plus tard. Eta bukatzeko: Gégé zaharrari ongi juan! Aurore gazteari: ongi etorri! Urte berri on mundu guziaz!

Disparition d'un résistant

DE Tenerife nous parvient les nouvelles de la récente disparition d'Antonio Cubillo, homme de conviction, extrêmement cultivé, et profondément humaniste. En tant que spécialiste des peuples berbères et gouanches, il revendiqua très tôt le rattachement de son pays au continent africain, et fonda le Mouvement pour l'Autodétermination de l'Archipel des Canaries, le MPAIAC. Pourchassé par les Franquistes, il dut s'exiler à Alger, où il côtoya tous les grands chantres de la libération des peuples de la terre, du Che aux gudari d'ETA. En 1978 il fut victime d'un terrible attentat qui l'handicapa pour le restant de ses jours. De retour dans son pays, il exerça jusqu'aux derniers moments de sa vie, la profession d'avocat.

Le monde abertzale conscient de la perte d'un grand vénérateur du peuple basque, partage la douleur de son épouse Maite et de leurs enfants.

Agur ta erdi Cubillo Jauna

Jean-Michel Bedaxagar



Antonio Cubillo

Sommaire

- CAHIER N°1 ENBATA
2012 à travers Enbata 4, 9 et 10
Aurore Martin 11
- CAHIER N°2 «ALDA!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190